

La bataille des retraites : une mobilisation décisive, pour construire une alternative radicale

La bataille engagée le 19 janvier contre le projet Borne-Macron, qui a donné lieu à une série de journées de grève et de manifestations massives et combatives à l'appel d'une intersyndicale unitaire, est décisive. Cette contre-réforme brutale ne vise pas à améliorer les retraites mais à les dégrader.

Elle est combattue par une grande majorité de la population, des travailleurs et travailleuses, et des jeunes. La victoire est donc possible ! Elle permettrait de mettre fin à la dégradation de la qualité de vie de millions de personnes, et d'améliorer le rapport de force social et politique dans les prochaines années.

Nous mettrons toutes nos forces dans cette bataille, en faisant front commun avec toutes les forces de gauche et écologistes pour défaire ce nouveau projet destructeur du gouvernement. C'est par la mobilisation générale, en particulier en construisant une grève dans la durée, reconductible, que nous pourrons faire reculer ce gouvernement.

Contre le projet Borne-Macron

Les arguments pour s'opposer à cette contre-réforme sont nombreux. Le report de l'âge légal de la retraite à 64 ans, accompagnée d'un allongement accéléré du nombre d'années de cotisations pour un taux plein, conduirait à la baisse des pensions pour des millions de retraité.e.s et aggraverait encore les inégalités. Ce serait particulièrement le cas pour les femmes, qui ont des salaires plus bas et des carrières plus courtes, et pour les ouvrier.e.s, qui ont une espérance de vie en bonne santé plus brève.

Cette contre-réforme détruirait aussi les « régimes spéciaux », c'est-à-dire des conventions collectives légitimement conquises et négociées, et rendrait les « seniors » encore plus vulnérables sur le marché du travail.

Les prétendus progrès mis en avant par le gouvernement n'en sont pas : par exemple, il n'y aura pas de meilleure prise en compte de la pénibilité puisque les facteurs de pénibilité majeurs (manutention de charges, postures pénibles, vibrations mécaniques, agents chimiques dangereux) ont été exclus par Macron dès 2017. L'augmentation à 1200 euros de la pension minimum est conditionnée à une carrière complète (qui sera allongée). De plus cette pension minimum de 85 % du SMIC existe déjà depuis la loi de 2003, qui n'a jamais été appliquée !

Enfin, les arguments justifiant la réforme sont mensongers : le système des retraites n'est pas en péril financier (comme le dit le Conseil d'orientation des retraites). En aucun cas des « économies » sur les retraites ne doivent servir à financer d'autres dépenses publiques, comme le veut Macron. Ce projet ne répond à aucune nécessité démographique ou économique.

Comme toutes les autres contre-réformes de ce gouvernement, des ordonnances Macron de 2017 à celle de l'assurance chômage en 2022, il vise à s'adapter au capitalisme prédateur, à s'attaquer aux

dépenses sociales, à inciter à la capitalisation pour augmenter les profits, à précariser les salarié.e.s comme les retraité.e.s et les rendre corvéables et dociles. Il n'y a donc rien à négocier dans le projet de loi du gouvernement.

Pour s'opposer à cette contre-réforme capitaliste, il faut faire front dans l'action avec l'unité syndicale et celle de toutes les organisations de la gauche et de l'écologie sociale et politique, jusqu'au retrait du projet Borne-Macron, mais aussi pour contribuer à construire et populariser un projet alternatif.

Pour une réforme alternative au service du monde du travail

Nous exigeons un départ à la retraite à 60 ans, une pension minimum à 100 % du SMIC, le rétablissement des facteurs de pénibilité supprimés en 2017 et une gestion démocratique des retraites comme de toute la protection sociale. Tous et toutes ensemble nous voulons le retrait de la contre-réforme Macron, et l'application immédiate de ces exigences sociales !

Nous mettons aussi en débat des propositions alternatives et offensives. Les retraites sont la prolongation du salaire. Par les cotisations socialisées, elles sont un pouvoir sur la richesse collective qui doit revenir à celles et ceux qui la produisent. Imposons que des cotisations sociales soient perçues, à la source, sur toute la plus-value des entreprises, avant toute décision sur les dividendes et les distributions d'actions.

Cette réappropriation complète de la richesse collective ne peut se faire sans le contrôle démocratique par les salarié.e.s du taux de cotisations, la fin de la CSG, des exonérations et de la non compensation des cotisations sociales, ainsi que le rétablissement d'élections pour la gestion de la Sécurité sociale par le monde du travail.

Nous exigeons aussi un taux de remplacement à 75 % du salaire brut, ce qui garantit le maintien du niveau de vie, avec des retraites indexées sur les salaires. Cela implique de revenir à 37,5 annuités pour un taux plein et d'abroger la décote. En effet, nous nous opposons à l'idée que la retraite dépendrait de la « contributivité » individuelle de chacun et chacune. À 60 ans, à 55 ans pour les métiers pénibles qui font chuter la durée de retraite en bonne santé, toute personne doit avoir droit au taux plein. Les périodes d'études et de chômage doivent donc être prises en compte. Les jeunes en formation doivent bénéficier d'un présalaire, au lieu de traverser des années de précarité.

Nous exigeons le maintien du meilleur salaire, pour les salarié.e.s du privé comme pour les fonctionnaires. Un projet de retraite juste est indissociable d'une hausse des salaires et des minima sociaux, d'une véritable égalisation des salaires entre hommes et femmes, d'une abolition des discriminations racistes et validistes à l'embauche, d'une sécurité sociale universelle ou d'une garantie de maintien de son salaire et de ses droits dans les périodes de formation et sans emploi.

Il faut aussi conquérir une réduction massive du temps de travail avec embauches correspondantes, sans baisse de salaire et un droit à délibération sur les finalités du travail. Affirmons-le haut et fort : le monde du travail est le seul à produire des richesses. Il faut donc agir pour en prendre le contrôle, contre les possédants, et pour une société juste et digne.

Pour une transformation globale du système

Cette bataille des retraites a aussi d'autres enjeux, démocratiques et écologiques, fondamentaux. Aujourd'hui, une part importante des retraité.e.s vit dans des conditions économiques et de santé qui permet que leurs activités (éducatives, de solidarité concrète, etc), librement choisies et non marchandes, contribuent à la qualité de la vie sociale. Les obliger à travailler plus longtemps et les précariser avant et après la retraite, revient à affaiblir l'autonomie, les droits et les pouvoirs de tou.te.s les travailleurs.ses.

Cela freine aussi voire empêche le développement des activités des retraité.e.s, qui sont le plus souvent hors de la logique marchande et fondamentales pour la démocratie comme pour l'écologie. Car le système des retraites permet à des millions de personnes de ne plus participer aux activités productives les plus polluantes, énergivores et climaticides, et de consacrer son temps à l'autoproduction et au soin. C'est donc un rouage important de la nécessaire révolution écologique, vers une autre économie, sociale, solidaire et démocratique, en rupture avec le système capitaliste.

Exiger de partir plus tôt à la retraite, avec de meilleurs revenus, après avoir travaillé moins longtemps, moins intensément, de manière plus autonome car à l'abri du chômage et disposant de nouveaux droits démocratiques, tout cela fait partie intégrante de la lutte pour un projet de développement alternatif.

Si nous voulons stopper les désastres sociaux et les catastrophes écologiques, si nous voulons l'égalité, la justice et la démocratie pour tou.te.s, nous devons donc gagner la bataille contre cette contre-réforme, mais aussi faire que cette victoire contribue à une alternative globale au système, qui doit être anticapitaliste, féministe, antiraciste et écologiste.

C'est avec cet horizon d'une transformation révolutionnaire de la société que nous appelons à mobiliser toutes les forces de notre camp social dans le mouvement en cours, en faisant des journées de grève du 7 et du 8 mars et de leur reconduction massive dans les jours qui suivront des étapes décisives vers la victoire.

ENSEMBLE!

Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA)

Rejoignons-nous

Le 18 février 2023